

**La transhumance transfrontalière en périphérie du Parc régional du W
(Bénin, Burkina Faso, Niger) :
un problème majeur, mais des solutions consensuelles :
*la démarche participative du Programme Parc W ECOPAS
et les Accords de Cotonou (février 2004)***

Kagoné Hamadé, Zoungana Chantal¹, Binot Aurélie², Dulieu Dominique³

INERA Burkina Faso

hakagone@yahoo.fr

Pr Chantal Zoungana, Université de Bobo Dioulasso Burkina Faso

Aurélie Binot, CIRAD Montpellier France

Dominique Dulieu, CIRAD Programme Parc W ECOPAS

Résumé :

En 2001, en identifiant la transhumance transfrontalière et l'occupation illégale du Parc régional du W par les troupeaux bovins, comme une contrainte majeure à résoudre prioritairement, les tutelles des trois Etats riverains ont assigné au Programme européen Parc W ECOPAS une tâche de longue haleine qui s'est étendue sur quatre années.

Le travail, confié au Volet Recherche du Programme, a consisté, dans un premier temps, à étudier en profondeur et de manière participative, les mécanismes de ces pratiques traditionnelles dans les périphéries de chaque Etat.

Pour ce faire, des enquêtes de terrain ont été confiées à de jeunes chercheurs, du nord et du sud, dans le cadre de stages diplômant (masters, doctorats).

La deuxième étape s'est attachée à consulter et réunir les acteurs dans chacun des trois pays et ensuite, à tenir un atelier régional destiné à synthétiser les données recueillies et proposer un règlement des conflits de la façon la plus consensuelle possible.

La troisième étape a consisté à formuler des propositions de règlement et à les soumettre aux Etats lors d'un atelier international à Cotonou en février 2004, placé sous l'égide de l'UEMOA et auquel le Togo a également été associé.

De cette confrontation entre les traditions du passé (anciens axes de transhumance), la réalité de la légalité du moment (la fermeture des frontières aux troupeaux transhumants en 2003) et enfin de la négociation (la démarche entreprise par les chercheurs d'ECOPAS), est donc sortie une proposition consensuelle validée par le pouvoir politique des quatre Etats concernés par cette crise.

Le bilan est positif en ce sens que :

1 les animaux domestiques sont effectivement sortis de l'aire protégée pour le plus grand bien de la conservation du Parc régional, faune et flore incluses

2 les axes traditionnels de transhumance ont été ré-ouverts, de même que les frontières entre les quatre Etats

3 des mesures d'accompagnement ont été actées : création de zones d'accueil en périphérie immédiate de la Réserve de Biosphère au Bénin et dans plusieurs forêts classées, ouverture et balisage de nouveaux axes de transhumance

¹ Université de Bobo Dioulasso Burkina Faso zoungana.kabore@univ-ouaga.bf

² CIRAD Montpellier France binot@cirad.fr

³ CIRAD Programme Parc W ECOPAS dominique.dulieu@cirad.fr

4 un travail médiatique a accompagné le processus (radios locales, brochures en langues vernaculaires, etc)

5 la création d'un comité ad hoc, « comité des sages », placé sous l'autorité de l'UEMOA, a été décidée, de façon à résoudre les conflits futurs qui pourraient naître autour des pratiques d'élevage extensif menées dans la zone.

Des cartes illustrant les trois périodes du conflit sont présentées :

La tradition, la réalité de la légalité du moment et enfin, le consensus de Cotonou.

Dans ce mécanisme, les étapes se sont articulées de façon continue entre la prise en compte des contraintes et des problèmes posés par les tutelles, la recherche participative menée dans le cadre du Programme Parc W ECOPAS, l'identification et la formulation de solutions consensuelles et enfin, leur validation par les politiques avant retour sur le terrain et mise en œuvre des décisions prises.